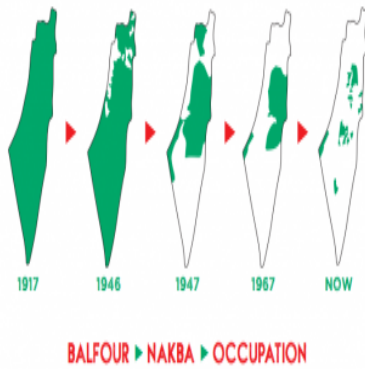




Faudrait-il boycotter Amazon ?

Description



Solidaires (CM)

Ce mois-ci, la tant attendue base de données des sociétés complices de l'entreprise israélienne de colonisation illégale a été publiée par le Bureau du Haut Commissaire aux Droits Humains de l'ONU. Toutes ces sociétés doivent rendre des comptes, mais le Comité national BDS palestinien (BNC) fait remarquer que de nombreuses autres sociétés devraient être incluses dans cette liste, telle que G4S, Hewlett Packard, Caterpillar, Volvo, Heidelberg Cement et Cemex (1).

Si l'on s'en réfère aux derniers événements, Amazon, société américaine de e-commerce, devrait également figurer sur cette liste et rendre des comptes. On peut même se demander si Amazon ne devrait pas être une nouvelle cible de la campagne internationale de BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions).

Amazon collabore depuis longtemps avec Israël Aerospace Industries, société détenue par l'État israélien, qui fabrique des avions et des armes pour l'armée israélienne, ainsi que pour l'armée du Myanmar. Amazon collabore aussi depuis longtemps avec Bank Hapoalim et Bank Leumi, deux banques israéliennes qui figurent sur la « liste de la honte » de l'ONU susmentionnée. Amazon collabore également avec Palantir, entreprise privée américaine qui participe à la déportation de migrants aux États-Unis et au profilage racial des Palestiniens par le gouvernement israélien.

Enfin et surtout, Amazon offre la livraison gratuite de marchandises dans les colonies illégales israéliennes en Cisjordanie occupée, alors qu'elle fait payer les clients de Cisjordanie qui définissent leur pays comme « Territoires Palestiniens ». En plus de cette discrimination raciale évidente selon le droit international, Amazon ne devrait même pas être autorisée à vendre des marchandises dans des colonies illégales. Ceci équivaut à de la complicité avec un crime de guerre et, puisque aucun organisme international n'est prêt à tenir Israël pour responsable de ses crimes, il est temps pour la société civile de cesser de passer des contrats, de se fournir ou d'investir dans n'importe laquelle de ces sociétés qui sont complices de la politique de l'État d'Israël.

À la longue liste de crimes qu'on soupçonne chez Amazon, dont la dureté des conditions de travail ou les activités anti-syndicales, on peut maintenant ajouter la complicité avec l'Apartheid israélien. En tant que syndicats du Réseau Syndical International de Solidarité et de Lutte, nous demandons à nouveau qu'Amazon se soumette au droit international et se désinvestisse d'Israël et des sociétés israéliennes.

En tant que syndicats du Réseau Syndical International de Solidarité et de Lutte, nous sommes solidaires de nos collègues palestiniens du Syndicat Palestinien des Travailleurs du Service Postal (PPSWU) qui ont critiqué au PDG d'Amazon Jeff Bezos (2), et avec tous les Palestiniens qui subissent l'occupation militaire israélienne, le blocus, la discrimination ou que l'on empêche de retourner chez eux. Nous sommes solidaires de toute future action que la société civile palestinienne choisirait de mener, y compris la possibilité d'un large appel à un boycott international de cette honteuse société.

Par Solidaires (CM), 25 février 2020

(1) <https://www.bdsfrance.org/publication-dune-base-de-donnees-longtemps-attendue-des-nations-unies-sur-les-colonies-une-etape-importante-pour-quisrael-rende-des-comptes/>

(2) <https://www.facebook.com/Amazon/posts/10157580273548124>

Traduction : J.Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [International Labour Network of Solidarity and Struggles](#)

date créée
2020/02/26